

La réinvention de l'Europe

Bernard Guetta, *Libération*, 15 octobre 2008



Ce n'est pas l'Amérique qui a calmé la tempête financière. C'est un drôle de machin nommé Europe qui l'a fait, un conglomérat de 27 nations en panne institutionnelle, mal aimé de ses propres citoyens et dont on disait, à l'envi, qu'il ne serait jamais rien d'autre qu'une zone de libre-échange. Dans cette crise, non seulement l'Union a su agir et s'affirmer mais elle y est parvenue juste après avoir trouvé un consensus, rapide et sage, lors du conflit géorgien. Ce consensus a ouvert la voie à des négociations sur la constitution d'un partenariat, économique et politique, avec la Fédération de Russie et, pour peu qu'elle réussisse à les faire aboutir, l'Union européenne pourrait, maintenant, transformer l'essai. Première économie

du monde et colonne vertébrale d'un continent dont la partie orientale regorge de matières premières, l'Union européenne pourrait alors devenir un acteur majeur de la scène internationale, à l'égal des Etats-Unis, voire en tête du peloton.

Ce n'est pas fait ? Non, cela reste à faire. Bien des conditions restent à remplir mais, outre que les 27 ont marqué de grands points en deux mois et que l'Amérique mettra du temps à se remettre de Georges Bush, l'Union vient de valider, dans l'épreuve, les méandres de sa construction.

Les eurosceptiques disaient qu'elle se condamnait en se dotant d'une monnaie unique et d'une Banque centrale indépendante avant de disposer des moyens de coordonner, au moins, les politiques menées par les pays de l'euro. Ils n'avaient pas tort. C'était tout faire reposer, c'est vrai, sur la stabilité monétaire et priver les majorités élues, les gouvernements, la démocratie, de la possibilité de faire des choix industriels et sociaux. C'était nous soumettre à la seule mission anti-inflationniste de la BCE mais où en serions-nous, aujourd'hui, s'il n'y avait pas eu l'euro ? Nous aurions été plongés dans une tourmente monétaire. Non seulement l'Europe n'aurait pas pu canaliser la crise financière venue des Etats-Unis mais elle en aurait payé le prix pendant qu'ils s'en seraient remis à ses dépens.

Imposées par les craintes allemandes de l'inflation et le refus des gouvernements libéraux d'une politique économique commune, les conditions dans lesquelles avait été introduit l'euro étaient aberrantes mais la monnaie unique a préservé l'Europe de maux bien plus grands encore et qu'a-t-on vu, dimanche, face à l'écroulement des places financières ?

On a vu se réaliser ce qu'avaient annoncé, contre vents et marées, les défenseurs du traité de Maastricht. On a vu les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Euroland reprendre la main parce que l'Etat était devenu le dernier recours dans la débâcle libérale et que la Grande-Bretagne elle-même y poussait, consciente que l'idée de son Premier ministre - la garantie des prêts interbancaires - ne pourrait marcher qu'avec l'appui de la zone euro. En un mot comme en cent, les «européistes», ces galeux, ces pelés, ces soi-disant suppôts du capital, avaient eu raison d'affirmer, contre les eurosceptiques, que la monnaie unique ne tarderait guère à porter des politiques communes car le libéralisme trouverait vite ses limites, que la culture économique européenne et la nécessité finiraient par l'emporter sur les dogmes et que, détours circonstanciels ou pas, l'Europe politique s'affirmerait au bout de ces méandres.

En est-on déjà là ? Non. On n'y est pas plus que l'Europe puissance ne serait déjà faite, mais une gouvernance économique européenne a pris corps, dimanche, et ce n'est pas là qu'une parenthèse car une crise économique suivra la crise financière. C'est elle qui commandera. Il faudra, pour la combattre, définir ensemble des modalités de relances et des politiques industrielles communes - les moyens de ne pas laisser filer les déficits mais, au contraire, de les résorber à terme en investissant en commun dans l'avenir et la compétitivité industrielle. Ce sera affaire de choix, de politiques européennes qui passeront par l'organisation de formations paneuropéennes, à même de disposer d'une majorité parlementaire à Strasbourg et de prendre le contrôle de la Commission.

Les partis nationaux sauront-ils être à la hauteur ? Constituer un échiquier politique paneuropéen ? Ce n'est pas joué. Ils peuvent y échouer mais, dans les crises, les choses vont vite. Les travaillistes britanniques viennent de beaucoup évoluer. L'affirmation d'une social-démocratie européenne en sera facilitée et Nicolas Sarkozy - c'est son mérite - a inventé, en deux mois de tourmente, un nouveau fonctionnement de l'Union dans lequel les mieux placés pour agir prennent l'initiative et soumettent, ensuite, leurs avancées aux 27.

C'est ce que la France a fait, à chaud, dans la crise géorgienne, puis avec la réunion d'un G4 avant celle du G7 et, dimanche, avec celle de l'Euroland avant celle du Conseil européen d'aujourd'hui. Gagnante, cette pratique a de bonnes chances de se perpétuer. L'Union pourrait y prendre un allant nouveau. Si elle parvenait, de surcroît, à stabiliser ses rapports avec la Russie dans un partenariat aussi avantageux pour l'une que pour l'autre, elle aurait, soudain, beaucoup d'atouts dans sa manche. C'est l'heure de l'Europe.